

Les femmes Congolaises de la Diaspora dénoncent les crimes internationaux commis en R.D. Congo ainsi que la politique néocoloniale imposée aux populations locales.

Invoquant la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies¹ intitulée Femmes, Paix et Sécurité, Nous Congolaises de la diaspora sommes rassemblées pour exprimer notre préoccupation pour les populations, particulièrement les femmes et filles qui sont dans l'insécurité, la terreur, la faim et l'oppression en D.R.Congo, depuis 1997.

Nous dénonçons avec vigueur, la deshumanisation continue de la R.D.Congo conséquence d'une guerre à basse intensité imposée aux populations Congolaises pour des raisons économiques depuis 1997 par les corporations multinationales qui ont orchestré le conflit le plus meurtrier du monde depuis Adolf Hitler, tuant plus de 5,4 millions de personnes en toute impunité internationale²⁻³. Nous dénonçons et rejetons la politique néocoloniale raciste qui est imposée aux populations Congolaises afin de démanteler la D. R.Congo pour le contrôle des terres et des ressources.

Nous rappelons la Conférence de Berlin de 1884-1885 qui organisa l'exploitation commerciale dans le bassin du Congo, entraînant un génocide de millions de Congolais, perpétré par les membres de l'Association Africaine Internationale, notamment des Européens sous les ordres du roi Léopold II de Belgique, à travers les travaux forcés mis en place pour amasser du caoutchouc en coupant les mains et têtes des populations congolaises « récalcitrantes »⁴.

Nous rappelons la Déclaration Universelle des Droits Humains de 1948⁵, la Convention de 1956 sur l'Abolition de l'Esclavagisme⁶ et le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques⁷ qui reconnaissent le droit de tous les peuples d'exister, de vivre en paix et dans la dignité, à l'autodétermination, de librement déterminer leur statut politique, poursuivre leur objectifs socio-économiques et culturels, de même que de gérer et disposer de leurs propres ressources.

Nous déplorons les crimes commis en D.R.Congo depuis 1997, en violation des articles 6, 7 et 8 du Statut de Rome⁸ qui définissent les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité, les violences sexuelles, les persécutions, les déplacements forcés et les crimes de guerre. Les conflits armés consécutifs qui se déroulent en R.D.Congo sont des guerres fabriquées et entretenues par les sociétés commerciales multinationales afin d'accéder et de contrôler illégalement des minerais stratégiques tels que coltan, cassiterite, béryllium, niobium, andésine, europium ruthenium (utilisés dans l'industrie aéronautique et spatiale), pétrole, diamants, or, zinc, cobalt, cuivre, argent, cadmium, uranium, et autres rares et nouveaux métaux en concentration exceptionnelle dans le sous-sol de la R.D.Congo. L'extraction de ces minerais est entreprise dans des conditions inhumaines et dangereuses, par des femmes, hommes et enfants qui sont exploités et souvent forcés à travailler comme des esclaves sous la menace d'armes⁹⁻¹⁰.

Nous citons les rapports suivants qui mettent en évidence les crimes commis en R.D.Congo et dans la région des Grand Lacs d'Afrique depuis 1994 :

-Le rapport publié en 2012 par Hege et le groupe d'experts des Nations Unies sur le rôle

du Rwanda et de l'Uganda dans l'alimentation des groupes armés en R.D.Congo⁹⁻¹⁰.

- Le rapport « Mapping » de 2010 par le HCDH sur le génocide et les violations graves des droits humains et droits internationaux commis entre 1993 et 2003 en R.D.Congo¹².
- Le rapport Mukwege & Nangini publié en 2009 sur le Viol comme arme de guerre, de destruction et de déplacements forcés des populations en R.D.Congo¹³.
- Le rapport de 2008 des experts des Nations Unies sur l'implication des ressortissants et entreprises occidentales dans le financement des groupes armés en R.D.Congo¹⁴.
- La résolution 1756 (2005) du CS des Nations Unies qui établit un lien entre les conflits armés, l'exploitation des ressources naturelles, les compagnies multinationales, les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre stratégique par les groupes armés¹⁵.
- Le rapport Luntundula publié en 2006 sur l'exploitation illégale des ressources minières et les contrats illégaux en R.D.Congo¹⁶.
- La résolution 1533 (2004) du CS des Nations Unies sur le trafic illicite des armes et les embargos des armes imposés aux groupes armés opérant en R.D.Congo¹⁷.
- Le rapport Kassem publié en 2002 sur l'exploitation illégale et le commerce illégal des ressources naturelles en R.D.Congo¹⁸.
- Le rapport Gersony de 1994 sur le massacre de dizaines de milliers de réfugiés Rwandais par l'Armée patriotique rwandaise (APR) dirigée par Paul Kagame¹⁹.

Nous décrions la vision néocoloniale ainsi que la politique paternaliste et militariste des Etats-Unis imposées aux populations de la D.R.Congo, dans la gestion des problèmes de paix et sécurité dans la Région des Grands Lacs d'Afrique; ces politiques ne sont qu'en faveur des intérêts économiques des corporations multinationales²⁰.

Nous exigeons que les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies prennent leurs responsabilités en rendant des comptes au sujet de l'Opération Turquoise²¹ de 1994 du Conseil de Sécurité ; et qu'ils démontrent une volonté politique pour mettre fin aux conflits armés qui prévalent dans la Région des Grand Lacs d'Afrique, en organisant des dialogues inter-Rwandais et inter-Ougandais efficaces qui sont nécessaires pour la paix, la sécurité, la bonne gouvernance dans la région.

Nous lançons un appel pour la fin de la légitimité de la violence armée comme moyen d'accéder au pouvoir politique et économique dans la Région des Grands Lacs d'Afrique. Nous exigeons qu'il y ait plus d'efforts fournis au niveau international afin de promouvoir et soutenir des gouvernants appropriés qui bâtiront de fortes institutions et qui mettront fin à l'impunité pour les auteurs de violence contre les civils y compris les viols de femmes en D.R.Congo. Nous revendiquons des sanctions qui garantiront que les entreprises multinationales basées en occident qui achètent des minerais en D. R. Congo exécutent l'assiduité due aux normes internationales²²⁻²³ afin de garantir que leur achats ou commerce ne soutiennent pas les milices armées et les régimes oppressifs.

Il est le temps que la raison, la moralité et la dignité humaine prévalent sur les profits financiers et l'injustice afin de restaurer la paix, les droits et le développement humain et un environnement viable en D. R. Congo.

Fait par les Congolaises de la diaspora de Belgique, France, Afrique du Sud, Royaume-Uni et Etats Unis.

Notre existence prendra fin, le jour où nous deviendrons silencieux sur ce qui est important pour l'humanité. Tant que l'injustice continuera à constituer « l'agenda des politiques internationales », la résistance sera un devoir pour les populations Congolaises en R.D.C et dans la Diaspora.

Pour information supplémentaire écrire aux emails suivants : yabisomag@yahoo.fr, commoncauseuk@gmail.com, fondshalupe@yahoo.fr.
Les Femmes Congolaises aux U.S.A: Jeanne Kasongo (FondShalupe -Boston) Marie-Jeanne Luyinda Georges (Victory Women-New Hampshire), Bibiane Tshetu (WILPF-New York) Leontine Daliga Lanza (Activist Congolese Woman- Los Angeles), Marie-Jeanne Kirby- Lanza (Atlanta), Jacky Kalonji (Catholic Mothers-Boston), Anne M. Kalonji (Dallas), Claude Kabuya (Boston), Nita Evele (Congo Global Action-Washington), Marie-Claire Ghonda-Mpanu Mpanu (Washington). **Les femmes Congolaises au Royaume Uni:** Marie-Louise Pambu (COMMON CAUSE UK -London), Maguy Mayanda (COMMON CAUSE UK- -London)Kongosi Onia Mussanzi (COMMON CAUSE UK-Bradford) Nzita ngma (COMMON CAUSE UK-Manchester) Mina Munga (WILPF Scotland Glasgow), Liliane Mbiki Lando (COMMON CAUSE UK-London), Francoise Lutala Kabe (COMMON CAUSE UK-Cardiff), Esther Muloway(COMMON CAUSE UK-Essex), Carine Mushigo (COMMON CAUSE UK-London) Christine Lilley (UK), Marie-Claire Faray (COMMON CAUSE UK-WILPF UK-London). Me Marie-Thérèse Nlandu (London). **Les femmes Congolaises en Belgique:** Stella Kitoga (FIREFEC Bruxelles), Juliette Kimpiabi (FIREFEC Bruxelles), Marceline Mundela (Bruxelles) and Elena Matundu (GFAIA-Bruxelles). **Les femmes Congolaises de France:** Elza Vuni (Congo Actif-Paris)**Les femmes Congolaises en Afrique du Sud:** Me Lola Miteu (Johannesburg)

REFERENCES

1. UN SC RES 1325 http://www.un.org/events/res_1325e.pdf
2. IRC. Crisis Watch: Special Report: D.R.Congo. Forgotten Crisis. 2006-2007: Congo Mortality survey. http://www.theirc.org/resources/2007/2006-7_congomortalitysurvey.pdf
3. The War Within the War. Sexual Violence Against Women and Girls in Eastern Congo. HRW 2002. http://www.hrw.org/reports/2002/drc/_Yakin Ertürk. UN Special Report on Violence Against Women, report of 27 March 2006:
4. Adam Hochschild. Ghost of King Leopold. A Forgotten Holocaust. Belfond.
5. Universal Declaration of Human Rights (1948). <http://www.un.org/en/documents/udhr/>
6. Convention on the Abolition of Slavery(1956) Convention on the Abolition of Slavery. <http://www1.umn.edu/humanrts/instree/f3scas.htm>
7. 1966 International Covenant on Civil and Political Rights <http://untreaty.un.org/cod/avl/ha/iccpr/iccpr.html>
8. Rome Statute of the International Criminal Court. <http://untreaty.un.org/cod/icc/index.html>
9. *Faced with a Gun, What Can You Do?* Global Witness, July 2009, <http://www.globalwitness.org/library/global-witness-report-faced-gun-what-can-you-do> The hill belongs to them : the need for international action on Congo's conflict mineral trade, Global Witness
10. RDC : minerais de sang, plus d'exploitation minière illégale plus de guerre, Kongotimes, 21 September 2010.
11. 2012 (November 15). Final report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo. <http://www.securitycouncilreport.org/un-documents/democratic-republic-of-the-congo/>
12. 2010 (March). "Mapping Project" report of the UN High Commissioner for Human Rights on the DRC. <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/4d8b45432.pdf>. or http://www.friendsofthecongo.org/pdf/mapping_report_en.pdf
13. Denis Mukengere Mukwege, Cathy Nangini (2009).Rape with Extreme Violence: The New Pathology in South Kivu, Democratic Republic of Congo. PloS Medecine. <http://www.plosmedicine.org/article/info:doi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.1000204>
14. 2008. *Final Report of the UN Group of Experts on the Democratic Republic of Congo Pursuant to Resolution 1857*, listing Thaisarco, Afrimex and other companies buying minerals from armed groups at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2009/603.
15. 2005. UN SC Resolution 1756 <http://www.un.org/apps/news/docs.asp?Topic=Democratic+Republic+of+the+Congo&Type=Resolution>
16. Lutundula Report. (2006). DRC National Assembly commission report led by parliamentarian Christophe Lutundula,. http://www.raid-uk.org/news/lutundula_report.htm or http://www.raid-uk.org/docs/Lutundula/Unofficial_Translation.pdf
17. 2004. UN SC Resolution 1533 <http://www.un.org/apps/news/docs.asp?Topic=Democratic+Republic+of+the+Congo&Type=Resolution>
18. 2002. *Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of Congo*, Security Council, 2002 at <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/621/79/PDF/N0262179.pdf?>
19. 1994 Gersony report. http://www.whale.to/b/gersony_report.html or <http://www.southernafricallitigationcentre.org/2000/09/20/gersony-report-1994/>
20. 2013 (February). Peace, Security and Cooperation Framework for DRC and the region signed in Addis Ababa. <http://www.peaceau.org/en/topic/peace-security-and-cooperation-framework-for-drc-and-the-region-signed-in-addis-ababa>
21. 1994. Opération Turquoise United Nations Security Council Resolution 929 <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N94/260/27/PDF/N9426027.pdf?OpenElement>
22. OECD Guidelines for Multinational Enterprises, OECD: <http://www.oecd.org/dataoecd/56/36/1922428.pdf>.
23. OECD Due Diligence Guidelines for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas, OCDE (2010) at <http://www.oecd.org/dataoecd/62/30/46740847.pdf>.